Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-396** **19/05/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : 13 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle » et « Mad »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de directeur regional
Date limite de candidature : 03/06/2022

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de service
Date limite de candidature : 17/06/2022

- 1 poste de contrôleur ou contrôleuse pluri-filières
Date limite de candidature : 09/06/2022

- 1 poste d’administrateur.rice informatique réseau et sécurité
Date limite de candidature : 09/06/2022

- 1 poste de chargé.e de mission « logistique »
Date limite de candidature : 31/05/2022

- 1 poste d’auditeur.rice
Date limite de candidature : 09/06/2022

- 1 poste d’administrateur.rice informatique réseau et sécurité
Date limite de candidature : 09/06/2022

Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/ DGE/SCIDE/ sous direction de l'innovation :

- 1 poste de chargé.e de mission startups agri/foodtech
Date limite de candidature : 02/06/2022

Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Serbie
Date limite de candidature : 19/06/2022

Délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l’eau et de l’adaptation au changement climatique :

- 1 poste de chargé de mission technique
Date limite de candidature : 19/06/2022

- 1 poste de référent synthèse et moyens
Date limite de candidature : 19/06/2022

- 1 poste de référent technique
Date limite de candidature : 02/06/2022

Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles :

- 1 poste d’auditeur

Date limite de candidature : 19/06/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale Auvergne Rhône Alpes - Site de Lyon
45 quai Charles de Gaulle – 69064 Lyon cedex 06

Directeur Régional (H/F)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : R69027
Catégorie : A+</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3</td><td>Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant / SREPES

Date limite de candidature : 3 juin 2022</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

La Direction régionale couvre les 12 départements de la région et est composée de 161 agents répartis sur 2 sites : 95 agents sur Lyon et 66 sur Clermont-Ferrand.

Les missions sont réparties en deux grands domaines d'activité :
• Agriculture développement rural et contrôles
• Formation Professionnelle et Emploi et autres activités.

Le (la) Directeur (trice) Régional(e) est secondé(e) par un Directeur Régional adjoint (basé à Clermont-Ferrand).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le (la) Directeur (rice) Régional(e) met en œuvre les orientations définies au niveau national pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement. Il (elle) assure le pilotage de l'activité au plan local et s'assure de la bonne organisation et du bon fonctionnement de ses équipes.

Le (la) Directeur (rice) Régionale(e) représente l'ASP dans sa région. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié des services de l'Etat (Préfets, DRAAF, DREETS, DRAJES, DDT(M), DDETS, DDPP, DDETS-PP) des collectivités territoriales (Conseil régional, Conseils départementaux) et des établissements publics (Pôle Emploi, missions locales).</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>- Administrer et gérer la direction régionale.
- Définir les objectifs principaux et les priorités auprès de ses collabotateurs directs.
- Animer les réunions (éléments de contexte, pédagogie sur les orientations…)
- Elaborer les notes de service, participer à l'élaboration de notes de procédures locales
- Le cas échéant, co-animer des points fixes de l'encadrement intermédiaire des services (en relation avec le chef de service)
- Définir les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et à la production que ses services doivent assurer
- Négocier et s'engager sur des résultats à atteindre en fonction des moyens attribués
- Assurer un suivi budgétaire, rendre compte de son suivi, proposer des modifications budgétaires
- Suivre les tableaux de bord : des activités, des résultats, des relevés de points d'alerte</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale
- Définir les missions et les objectifs de ses collaborateurs
- Elaborer et actualiser régulièrement des fiches de poste
- Evaluer les agents, suivre l'actualisation de la gestion prévisionnelle des activités et des emplois
- Suivre la mise en œuvre du contrôle interne
- Animer les instances de dialogue social locales
- Représenter l'ASP sur un plan technique et réglementaire général de l'établissement dans les instances extérieures

La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, capacité managériale et aptitudes relationnelles</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">La direction générale, toutes les directions du siège et directions régionales, les services centraux et déconcentrés de l'Etat, les partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-professionnelles…).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques,

Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux,

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales,

Règles de gestion comptable et budgétaire,

Médias et techniques de communication,

Techniques de management,

Aisance à s'approprier de nouveaux systèmes d'information

Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles.</td><td>Capacité d'organisation, de pilotage,

Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution,

Capacité à déléguer,

Capacité d'initiative,

Gérer une relation externe,

Aptitude à la prise de décision,

Capacité à fixer des objectifs cohérents,

Capacité à mobiliser et valoriser les compétences,

Aptitude à prévenir, arbitrer et gérer les conflits,

Attention portée au développement professionnel des collaborateurs,

Animation d'équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

M. François PROJETTI, Directeur général délégué,
Tél. 05 55 12 00 16 - courriel : francois.projetti@asp-public.fr

M. Vianney BOURQUARD, Secrétaire général
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : vianney.bourquard@asp-public.fr

Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines
Tél. 05 55 12 00 53 – courriel : stephanie.rouveron@asp-public.fr

Mme Carole BEYSSAC, Conseillère recrutement mobilité formation
Tél. 05 55 12 00 87 – courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur informatique réseaux et sécurité

Secrétariat Général / Service Systèmes d'information / Unité Infrastructure et Production

N° appel à candidature : 20356	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste vacant	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de l'établissement, le service Systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maitrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités études et développements (unité « système d'information gestion des aides » et unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique).

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité des ressources informatiques.

Ce poste est rattaché à l'unité Infrastructures et Production.

Objectifs du poste

Sous la responsabilité du responsable du domaine réseau et en collaboration avec les autres administrateurs réseaux et sécurité du domaine réseau :
- Assurer l'administration des équipements LAN et WLAN.
- Assurer l'administration des équipements de sécurité firewalls.
- Assurer le bon fonctionnement des liaisons opérateurs WAN et internet.
- Assurer l'administration des dispositifs de supervision et d'administration des équipements associés.
- Participer à l'actualisation des inventaires techniques du domaine réseau
- Participer à la rédaction ou l'actualisation des procédures du domaine réseau.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les instructions techniques du responsable du domaine réseau, et en collaboration avec les autres administrateurs du domaine réseau :

- Assurer l'administration des équipements LAN et WLAN
- Assurer l'administration des équipements de sécurité firewalls.
- Assurer le bon fonctionnement des liaisons opérateurs WAN et internet.
- Assurer l'administration des équipements de supervision et d'administration associés (plateforme de supervision des équipements LAN IMC, WLAN Airwave/CLEARPASS, PRTG).
- Participer à l'actualisation des inventaires techniques du domaine réseau (gestion CMDB des équipements et configurations sous GLPI).
- Participer aux projets techniques réseaux et sécurité confiés au domaine réseau.
- Assurer la supervision du bon fonctionnement des liaisons et équipements et le suivi des incidences associés (déclaration, suivi, reporting).
- Participer à la rédaction ou l'actualisation des procédures du domaine réseau.

Veille au maintien de la conformité des procédures du domaine réseau et sécurité à la norme de sécurité ISO/CEI 27001.

Relations fonctionnelles du poste :

L'administrateur réseaux et sécurité est en relation avec :

- Les administrateurs et le responsable du domaine réseau, voix et données.
- Les administrateurs systèmes et les responsables de l'unité production.
- L'équipe du centre de services IT (helpdesk) de FranceAgriMer.
- Les administrateurs réseaux des établissements partenaires

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances	**Savoir-faire / Maîtrise**
- Connaissance pratique des infrastructures réseaux et télécoms. - Bonne connaissance des principes de sécurité informatique	- Connaissance des équipements réseaux locaux (lan et wlan) - Connaissance des équipements de sécurités (firewalls). - Connaissance des équipements de téléphonie - Gestion des risques et des incidents - Expertise technique

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+2 minimum – expérience idéalement acquise dans le secteur public

Contraintes du poste :

Astreintes possibles

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui ■	Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEÏS – Chef du service Systèmes d'information – Tél. : 01.73.30.26.85
sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production – Tél. : 01 73 30 23 14
b-f.collin@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Contrôleur ou contrôleuse pluri-filières
Gestionnaire dispositifs normalisation

DRAAF CORSE – Service Territorial Corse
Résidence Plein Sud
Avenue Paul Giacobbi- Montesoro
20200 Bastia

N° appel à candidature : 20380	**Catégorie : B / B+**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 3 – Contrôle	
Poste vacant	**Localisation :** Bastia 20600

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières
Françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et
Européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également
techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au
développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en
s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Le poste est basé à Bastia au sein du Service Territorial Corse intégré à la DRAAF.
Le Service Territorial est chargé de la mise en œuvre au plan sectoriel des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Il effectue notamment le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières et assume des missions techniques notamment dans les domaines viticoles.

Objectifs du poste

Assurer les contrôles en exploitations et/ou en entreprises dans le respect des procédures définies par l'Établissement
Servir de relais d'informations entre l'Établissement et les professionnels
Assurer la gestion des dispositifs Vin Sans Indication Géographique et Bois et Plants de Vigne

Missions et activités principales :

- Contrôler sur le terrain les mesures d'aides dans les filières agricoles (dominante viticulture)
- Réaliser les contrôles en entreprise (notamment dans le domaine des fruits et légumes et viticulture)
- Réaliser les contrôles dans les organismes bénéficiaires de programmes sociaux (aide aux plus démunis, fruits et lait à l'école)
- Contrôler dans le cadre des missions nationales de certification (bois et plants de vigne)
- Gérer les dispositifs de normalisation VSIG et Bois et Plants de Vigne

Selon les activités, la durée de préparation, réalisation des contrôles et rédaction de rapports est très différente pouvant aller jusqu'à plusieurs jours pour les contrôles en entreprises.
Selon la saisonnalité des contrôles à réaliser et les nécessités de service, une activité de contrôle sur images ou d'instruction administrative sans déplacements peut également être demandée

Relations fonctionnelles du poste :

Nombreux contacts avec
- Les professionnels des différentes filières notamment viticulture,
- Les Directions, Unités et Services de l'Etablissement, et de la DRAAF Corse
- Les agents de la DRAAF Corse.
- Externe Professionnels bénéficiaires des aides.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances scientifiques et techniques dans le secteur des productions végétales
- Connaissance des politiques publiques et des réglementations nationales et communautaires d'une ou plusieurs filières parmi la viticulture, les fruits et légumes, les grandes cultures et les productions animales
- Connaissance de l'organisation des filières Notions de base en économie générale et agricole

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures de contrôle
- Maîtrise des outils bureautiques
- Maîtrise des techniques de communication orale et écrite
- Savoir être.
- Rigueur, méthode, sens du contact et du travail en équipe
- Capacités d'adaptation

Diplôme – Expérience professionnelle

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Bac +2 Minimum type BTSA

Contraintes du poste :

Nombreux déplacements dans toute la région Corse et au delà avec découchés pour une partie de l'activité

Poste clé[1] :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter

Régis LOISEAU, Chef du SRFAM Draaf de Corse
Regis.loiseau@franceagrimer.fr - Tél. : 06 79 94 60 73

Conditions de travail

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale
.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission « Logistique » pour le FEAD

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature :20368	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 17 – Administration générale	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16). La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Au-delà de ses missions pour les secteurs agriculture et pêche, FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) (Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

lequel englobera à compter de 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans). Dans ce cadre l'Etablissement (unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des interventions de FranceAgriMer) achète, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Objectifs du poste

Le poste consiste à gérer les marchés « logistiques » passés par l'Etablissement au titre du FEAD, qui permettent de réceptionner, stocker et livrer annuellement environ de 80 000 tonnes de denrées alimentaires en France et dans les DOM. Le champ d'interventions s'étend de la phase de mise en place du marché jusqu'à son exécution complète.

Il s'agit d'une création de poste au sein de l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des Interventions.

Missions et activités principales :

- Organiser le flux d'informations et être garant de la bonne coordination, de la qualité et du contrôle des opérations logistiques de réception, expédition et livraison (point de contact quotidien du logisticien pour la bonne application du marché) :
    - déterminer avec le titulaire, la DGCS et FranceAgriMer, les indicateurs clés permettant de mesurer la bonne exécution des termes du contrat ;
    - suivre les indicateurs de performance et mettre en œuvre avec le titulaire, les correctifs nécessaires en cas de dérive constatée ;
    - déterminer et mettre en œuvre les flux et circuits d'informations nécessaires entre toutes les parties prenantes (fournisseurs de denrées, logisticien, associations, DGCS, FranceAgriMer…) ;
    - informer le logisticien des commandes réalisées dans le cadre des marchées « denrées » et des prélèvements à réaliser selon l'analyse de risques ;
    - être le point de relais entre les fournisseurs de denrées et le logisticien ;
    - être le point de contact des associations caritatives et de la DGCS concernant l'exécution du marché (fourniture des données leur permettant de faire leurs demandes de livraisons, rappel de leurs obligations, gestion des incidents de livraisons).
- Etablir les services faits au titre de la logistique, ainsi que les déclarations des dépenses « logistique » auprès de l'UE.
- Répondre aux auditeurs en charge du contrôle des dépenses
- Assurer le pilotage, le suivi des flux transports, logistiques et stockage ainsi que le budget « logistique » en temps réel ;

  Etre force de proposition quant à l'optimisation de la gestion des stocks et l'amélioration des prestations logistiques et transport.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les différents services de FranceAgriMer travaillant sur le FEAD (unité Contrôles, service financier, service juridique, Agence comptable, DCSF).
- Les associations caritatives.
- Le / les logisticiens.
- La DGCS.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Formation ou expérience dans le domaine de la logistique et des transports.
- Des compétences dans le domaine des produits alimentaires seraient appréciées.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Gérer des informations : créer et exploiter des bases de données

Savoir être :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Une expérience de pilotage de prestataire serait un plus. Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.	- Disponibilité, - Excellent relationnel et bonne communication - Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse - Flexibilité, adaptabilité, - Rigueur, - Réactivité - Autonomie - Gestion du stress

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum Bac+3 demandé
Une expérience sur un poste similaire est demandée

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Mission pouvant nécessiter des déplacements de contrôle dans les entrepôts du logisticien.

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe
Tél : 01.73.30.20.44 - veronique.borzeix@franceagrimer.fr

Christophe DASSIE – Direction des Interventions
Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/05/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET OCCITANIE

SERVICE FRANCEAGRIMER

Chef du service FranceAgriMer au sein du service territorial Occitanie

N° appel à candidature : 20381	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3 et plus	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 1 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 1 – Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	**Localisation : Toulouse (31)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service FranceAgriMer en Occitanie est un service à part entière de la DRAAF.

Il comprend 80 agents localisés sur les sites de Montpellier et de Toulouse. Il est chargé de la mise en œuvre, au plan régional, des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et animales. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à la reconversion du vignoble »
- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises vitivinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés sur les 2 sites en fonction notamment d'une logique de proximité.
Le service concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « durabilité de l'agriculture » et « gouvernance des bassins économiques et la coordination des stratégies de filières agricoles et agroalimentaires ».

Objectifs du poste

En concertation avec les acteurs publics et les professionnels, contribuer aux orientations stratégiques en déclinant au niveau régional les politiques publiques décidées par le MAA et mises en œuvre par l'établissement.

Missions et activités principales :

- Représenter l'établissement et la DRAAF en région auprès des professionnels, de l'administration et des tiers.
- Participer aux projets et actions interservices de la DRAAF et en particulier à son codir
- Diriger, manager le service et optimiser la gestion des moyens (adaptation de l'organisation du service aux évolutions des moyens et des missions…) en particulier en développement des méthodes de travail innovantes et agiles;
- Superviser et organiser les missions de contrôles et d'instruction nationales et communautaires de l'établissement en concertation avec les directions du siège.
- Assurer l'animation des filières en lien avec le siège, notamment par les enquêtes, les analyses de conjoncture, les prévisions de récolte, la contribution à Céréobs ou encore le suivi des OCM.
- Animer l'instruction et le suivi des collecteurs de céréales dans le cadre de l'aval (garantie financière de l'établissement).
- Assurer l'interface avec le SG DRAAF pour ce qui relève du fonctionnement du service (budget, RH, logistique).
- Assurer l'animation des conseils de bassin viticole et de la commission régionale des Céréales
- Participer aux relations fonctionnelles et institutionnelles de l'établissement au niveau régional.

Tenir des tableaux de bord et élaborer des bilans périodiques, notamment l'instruction des dossiers.

Relations fonctionnelles du poste :

- Professionnels et représentants interprofessionnels
- Services de l'Etat au niveau local (préfet, DRAAF, services DRAAF, Douanes…)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance économique, scientifique ou technique agronomique
- Réglementation nationale et européenne relative aux dispositifs d'intervention concernés
- Contexte politique, économique et social, français et européen
- Opérateurs économiques des filières

Connaissance de l'organisation administrative.

Savoir-faire / Maîtrise

- Organiser les activités des collaborateurs et les accompagner dans la conduite de leurs missions
- Promouvoir, organiser les techniques de management adaptées à un contexte évolutif (nomadisme et télétravail)
- Conduite de projet
- Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures
- Savoir dialoguer et coopérer avec les différents acteurs professionnels et institutionnels
- Rendre compte avec diligence et loyauté
-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle	
Une expérience avérée dans le management est demandé	
Déplacements fréquents. Grande disponibilité en situation de crise	
Poste clé[1] :	Oui Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui × Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ×

Personnes à contacter

Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe FranceAgriMer
Tél : 01.73.30.20.44
veronique.borzeix@franceagrimer.fr

GUHL Florent – Directeur DRAAF Occitanie
Tèl : 05.61.10.61.02
florent.guhl@agriculture.gouv.fr

Marc CASTAINGS - Secrétaire général adjoint
Tél : 01.73.30.24.30
marc.castaings@franceagrimer.fr

Philippe LE FAUCHEUR - Chef du service des RH
Tél : 01.73.30.24.00
philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Auditeur

Direction générale / Mission d'Audit Interne

N° appel à candidature : 20382	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation et prospective	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

- Placé directement sous la responsabilité du Responsable de la Mission, l'auditeur interne participe seul ou en équipe à l'ensemble des missions dévolues au service.
- L'exercice de la fonction d'auditeur interne se fait dans le respect des normes internationales et de déontologie professionnelle d'audit (Edition actuelle : 2017).
- Des formations complémentaires ou de perfectionnement dans les techniques de l'audit sont assurées à tout auditeur. En contrepartie, un engagement à exercer l'audit au minimum 36 mois au sein de la Mission est exigé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

- Contribuer à donner une assurance raisonnable à la Direction générale, aux Directeurs et à l'Agent comptable sur le niveau de contrôle interne et de maîtrise des activités, d'une part et d'autre part, sur la conformité du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) à la norme ISO 27001 : 2013.
- Préconiser des recommandations pour l'amélioration des dispositifs.

Missions et activités principales :

- Participer aux audits internes du programme annuel de la Mission d'audit interne et, éventuellement, à des missions hors programme.
- Assurer les différentes phases de réalisation de la mission : analyse du domaine, étude du périmètre, plan d'approche, vérifications par tests et enquêtes, (y compris des déplacements dans les services territoriaux en tant que de besoin).
- Documenter les différentes phases de la mission dans un dossier de travail conformément au guide de procédures et aux usages professionnels.
- Assurer les entretiens d'audit et les phases de validation avec les audités.
- Formaliser, dans un projet de rapport (dans le respect d'un modèle type), la synthèse des travaux réalisés au cours de la mission en proposant les recommandations nécessaires et en formulant une opinion d'audit.
- Participer à la présentation des conclusions et des recommandations en réunion de clôture.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations des rapports précédemment réalisés.
- Mettre à jour le guide de procédures et assurer sa révision périodique.
- Participer à l'amélioration continue des compétences mutuelles des auditeurs internes (tutorat, échanges, formation interne, notes de synthèse, comptes rendus de réunions, …).

- Promouvoir le contrôle interne et la sécurité des systèmes d'information à l'occasion des missions d'audit.
- Formuler des conseils *a priori* dans les domaines du contrôle interne, de l'organisation ou de la sécurité des systèmes d'information.

- De façon générale, participer à tous les travaux inhérents à la fonction d'auditeur interne ou aux missions du service d'Audit interne, y compris répondre activement aux obligations professionnelles de formation continue spécialisée.

Relations fonctionnelles du poste

- Tous les membres de la mission d'audit (Chef du service et adjoint, auditeurs, secrétariat).
- L'ensemble des personnels des services audités, des services de l'Ordonnateur ou de l'Agence comptable : chefs de service, chefs d'unités, chefs de pôles, etc.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances théoriques et pratiques dans les domaines du contrôle interne et de l'audit interne (normes, méthodes et outils d'audit, …) ainsi que de la prévention et de la lutte antifraudes indispensables.
- Connaissances de l'organisation administrative, et de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public très appréciée.
- Connaissances et/ou appétence pour le système de management qualité (ISO) et/ ou pour la maîtrise de la sécurité des systèmes d'information appréciées.

Certification personnelle (IAP, CPAI, CIA, CISA, ISO, …) appréciée.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils Word, Excel, Access indispensable.
- Maîtrise/connaissance générale des outils de gestions informatisés (Applications Web, logiciels comptables, …) indispensable.
- Capacité à rédiger des écrits professionnels indispensable.
- Organisation d'une mission d'audit et travail en équipe indispensable.
- Strict respect du code de déontologie et des normes d'audit internationales.
- Curiosité, compétence professionnelle, diligence, esprit de synthèse, objectivité et rigueur dans la réalisation des travaux sont des qualités essentielles.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Certaines missions peuvent nécessiter des déplacements dans nos délégations nationales (Libourne).

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Laurent HUSS, Responsable de la Mission d'Audit Interne
Tél : 01.73.30.22.38 / laurent.huss@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur informatique réseaux et sécurité

Secrétariat Général / Service Systèmes d'information / Unité Infrastructure et Production

N° appel à candidature : 20383	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste vacant	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de l'établissement, le service Systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maitrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités études et développements (unité « système d'information gestion des aides » et unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique).

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité des ressources informatiques.

Ce poste est rattaché à l'unité Infrastructures et Production.

Objectifs du poste

Sous la responsabilité du responsable du domaine réseau et en collaboration avec les autres administrateurs réseaux et sécurité du domaine réseau :
- Assurer l'administration des équipements LAN et WLAN.
- Assurer l'administration des équipements de sécurité firewalls.
- Assurer le bon fonctionnement des liaisons opérateurs WAN et internet.
- Assurer l'administration des dispositifs de supervision et d'administration des équipements associés.
- Participer à l'actualisation des inventaires techniques du domaine réseau
- Participer à la rédaction ou l'actualisation des procédures du domaine réseau.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les instructions techniques du responsable du domaine réseau, et en collaboration avec les autres administrateurs du domaine réseau :

- Assurer l'administration des équipements LAN et WLAN
- Assurer l'administration des équipements de sécurité firewalls.
- Assurer le bon fonctionnement des liaisons opérateurs WAN et internet.
- Assurer l'administration des équipements de supervision et d'administration associés (plateforme de supervision des équipements LAN IMC, WLAN Airwave/CLEARPASS, PRTG).
- Participer à l'actualisation des inventaires techniques du domaine réseau (gestion CMDB des équipements et configurations sous GLPI).
- Participer aux projets techniques réseaux et sécurité confiés au domaine réseau.
- Assurer la supervision du bon fonctionnement des liaisons et équipements et le suivi des incidences associés (déclaration, suivi, reporting).
- Participer à la rédaction ou l'actualisation des procédures du domaine réseau.

Veille au maintien de la conformité des procédures du domaine réseau et sécurité à la norme de sécurité ISO/CEI 27001.

Relations fonctionnelles du poste :

L'administrateur réseaux et sécurité est en relation avec :

- Les administrateurs et le responsable du domaine réseau, voix et données.
- Les administrateurs systèmes et les responsables de l'unité production.
- L'équipe du centre de services IT (helpdesk) de FranceAgriMer.
- Les administrateurs réseaux des établissements partenaires

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances	**Savoir-faire / Maîtrise**
- Connaissance pratique des infrastructures réseaux et télécoms. - Bonne connaissance des principes de sécurité informatique	- Connaissance des équipements réseaux locaux (lan et wlan) - Connaissance des équipements de sécurités (firewalls). - Connaissance des équipements de téléphonie - Gestion des risques et des incidents - Expertise technique

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+2 minimum – expérience idéalement acquise dans le secteur public

Contraintes du poste :

Astreintes possibles

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui ■	Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEÏS – Chef du service Systèmes d'information – Tél. : 01.73.30.26.85
sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production – Tél. : 01 73 30 23 14
b-f.collin@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/06/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Ministère de l'Economie, des finances et de la relance/ DGE/SCIDE/ sous direction de l'innovation

Station F, 5 parvis Alan Turing 75013 Paris

Chargé.e de mission accompagnt startups agri/foodtech

N° de publication : **Référence du poste : A5ETA00111** **Catégorie : A2**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
Administrateur de l'état	2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Attaché d'administration de l'état	3
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	La SDI est chargée des politiques de développement de la R&D et de l'innovation des entreprises. Elle définit et met en œuvre des mesures en faveur de la création et de la croissance des entreprises innovantes, du développement des écosystèmes d'innovation, et du développement des liens entre la recherche publique et les entreprises. Elle propose, met en œuvre et évalue la politique de propriété industrielle, élabore les textes législatifs et réglementaire dans ce domaine.
Objectifs du poste	L'écosystème French Tech connaît un changement profond avec le renforcement de la dynamique des startups d'innovation de rupture. En complément des programmes existants, la Mission French Tech va étendre son accompagnement à de nouveaux profils d'entreprises dans le cadre de France2030. Le poste proposé vise à accompagner les startups des secteurs agriculture et alimentation qui seront sélectionnées. Il est rattaché au chef de projet "Programmes d'accompagnement France 2030".
Description des missions	Accompagner les startups des secteurs agriculture et alimentation sélectionnées : identification de leurs besoins, mise en place de l'offre d'accompagnement, animation de la communauté de startups sélectionnées, sensibilisation à des enjeux importants dans la politique d'innovation de l'Etat Assurer le bon fonctionnement de l'offre d'accompagnement : Réaliser des fiches d'analyse sur les principaux enjeux des startups, évaluer la qualité de l'accompagnement et proposer des pistes d'amélioration, assurer le lien avec les administrations partenaires en coordination avec le directeur-adjoint de la Mission French Tech, assurer la bonne prise en compte des politiques du MAA Intégrer les enjeux des startups dans les politiques publiques: participer à des travaux de réflexion sur les politiques publiques relatifs à son périmètre, identifier des mesures à proposer en termes de politiques publiques

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Vous êtes pleinement intégré.e à l'équipe dès le début de la mission. Vous reporterez au chef de projet “Programmes d’accompagnement France 2030” et serez amené à collaborer avec plusieurs membres de l’équipe, notamment ceux en charge du FT120 et de l’international, afin de renforcer les synergies avec les autres programmes d’accompagnement de la Mission French Tech, et de fournir des informations à la personne en charge de la communication.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Conduite et gestion de projets
Environnement administratif, institutionnel et politique
Gestion budgétaire et comptable
Aisance relationnelle
Faire preuve de leadership</td><td>Animer un réseau, une communauté
Concevoir un projet, une démarche
Anglais niveau autonome</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">nicolas.songeur@finances.gouv.fr
jean-marc.callois@agriculture.gouv.fr
mylene.testut-neves@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Serbie (basé à Belgrade)

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3
Date limite de dépôt des candidatures : un mois à compter de la publication
Prise de poste souhaitée : 01/09/2022

Zone d'activité régionale :
Outre la Serbie, pays de résidence, le conseiller interviendra, en lien avec les services économiques concernés, dans les pays suivants : Serbie, Monténégro, Albanie, Bosnie, Macédoine, Kosovo.

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional de Belgrade auprès de l'Ambassadeur en Serbie, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles en Serbie aura pour missions, dans sa zone de compétence et dans le cadre de la stratégie Europe et International du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation :

■ D'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, sur l'évolution des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'agroalimentaire et des forêts en Serbie et dans les pays de la zone, ainsi que les différentes orientations des politiques agricole, sanitaire, alimentaire, forestière, pêche, environnement et commerciale au plan national, régional et international ;

■ D'observer l'évolution des positions des pays de la zone, en matière de politiques agricole, sanitaire, alimentaire, forestière, pêche, environnement et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions ;

■ De soutenir et de promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France sur les affaires agricoles et sanitaires (OMC, FAO, PAC, G20, Organisation mondiale de la santé animale (OIE), Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), *Codex Alimentarius*, indications géographiques, changement climatique, 4 pour mille, politique de l'alimentation, etc.) auprès des administrations concernées ;

■ D'identifier, analyser et stimuler les opportunités de marché, de préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, de prêter assistance à la Commission européenne et de superviser la validation et le maintien des agréments export SPS des entreprises françaises ;

■ D'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;

■ De participer à la mise en œuvre de la stratégie à l'international du MAA ; y compris la « stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des

filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés », ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge ;

■ De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions compétentes des pays de la zone, ainsi que les représentants des organisations agricoles en Serbie, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et serbes ;

■ De suivre et participer à la mise en œuvre des accords et conventions de coopération signés avec la Serbie et les pays de la zone ;

■ D'identifier des actions de coopération, d'influence et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation. D'assurer une coordination des opérateurs du MAA qui y contribuent (France AgriMer et ENSV-FVI) ;

■ De favoriser en collaboration avec Business France, le mandataire du MAA pour la formation à l'international de l'image des produits agroalimentaires français (SOPEXA), et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agroalimentaire de la France en direction des pays de la zone, ce qui inclut notamment : une connaissance très précise des règlementations applicables au commerce agro-alimentaire, une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec les administrations de la zone relevant d'une intervention régalienne et un appui pour les négociations commerciales bilatérales d'accès au marché (TBT et SPS surtout), en lien le cas échéant avec la Délégation de l'UE;

■ De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu en Serbie ou dans les pays de la zone ;

■ De suivre le processus d'adhésion des pays candidats dans la perspective de leur intégration potentielle à l'Union européenne

Qualités requises :

■ Connaissance de la politique agricole européenne et nationale ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières,
■ Esprit d'initiative, de synthèse et de rigueur, réactivité,
■ Très bonne maîtrise de la langue anglaise,
■ Une pratique de la langue serbe est un plus,
■ Pratique de l'administration centrale et des relations internationales,
■ Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel,
■ Sens des relations humaines et de la négociation internationale,
■ Capacité à travailler en transversalité avec différents services d'ambassade.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable deux fois un an
Personnes à contacter :

FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service Europe & International – DGPE – **01 49 55 46 44 frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr**

FRANÇOISE SIMON – Sous-Directrice International – DGPE - **01 49 55 53 41 francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr**

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, adresse électronique : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Ministère de la transition écologique / Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique – Référent technique

N° du poste : Catégorie : A	
Classement parcours professionnel : A>3	Groupe RIFSEEP : G2.2 (IPEF) G1.4 (ISPV)
Chargé de mission technique à la délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique	
Présentation de l'environnement professionnel	La délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique a été créée le 21 avril 2022. Elle est placée sous l'autorité des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. Elle sera composée d'une petite équipe de 5 personnes, sous la direction du délégué interministériel. Cette équipe anime les partenariats résultant du Varenne et coordonne la mise en œuvre des mesures annoncées par le Premier ministre le 1er février 2022. Elle s'organise en 3 pôles : un pôle territorial, un pôle technique et un pôle synthèse et moyens.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du délégué interministériel, le référent technique, ingénieur expert de haut niveau, suit les mesures à dimension technique du Varenne : études, recherche et diffusion, plans d'adaptation des filières, optimisation des ressources et partage de l'eau, utilisation des eaux non conventionnelles.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le référent technique assure : - Le lien opérationnel avec les administrations centrales, offices, organismes de recherche scientifique et technique et agences chargés de la mise en œuvre des mesures techniques du Varenne, - Le suivi des études du Varenne (Explore 2, optimisation de la gestion de la ressource des retenues hydroélectriques, inventaire des retenues, méthode pour déterminer les débits hivernaux prélevables) - Le suivi de l'avancement des plans d'adaptation des filières, en lien avec France Agrimer et le réseau des chambres d'agriculture, - Les activités de recherche, de recherche appliquée, matériels et pratiques innovants, diffusion - L'avancement des PTGE, déclenchement mission d'appui CGAAER / CGEDD - La synthèse des travaux auprès du délégué et en direction des instances de gouvernance.
Champ relationnel du poste	Le référent technique travaille en lien étroit avec les référents, territorial et synthèse et moyens, de la délégation interministérielle, l'IG en appui du CGAAER et le délégué. Il est l'interlocuteur des administrations centrales, offices et agences qui mettent en œuvre le Varenne. Il est aussi appelé à travailler

	avec les organisations professionnelles agricoles et les associations de protection de la nature et de l'environnement. Il est assisté par un chargé de mission, de profil jeune ingénieur.

Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Expertise de haut niveau et expérience approfondie dans le domaine de la gestion de l'eau, dans ses différents usages (alimentation en eau potable, usages économiques et énergétiques, bon état des milieux naturels) Connaissance des enjeux du changement climatique et de l'accès à l'eau pour l'agriculture Connaissance approfondie des modalités techniques, juridiques et administratives de la gestion de l'eau Capacité rédactionnelle	Esprit d'équipe Esprit de synthèse Capacité relationnelle et à établir des liens interpersonnels dans le réseau des interlocuteurs
Personnes à contacter	Frédéric VEAU, délégué interministériel pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique – 78 rue de Varenne – 75007 PARIS – 01 49 55 46 05 – frederic.veau@agriculture.gouv.fr	

Ministère de la transition écologique / Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique – Référent synthèse et moyens

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Classement parcours professionnel : A2</td><td>Groupe RIFSEEP :
G2 (Adm.Etat)
G3.2 (IPEF)
G2.2 (ISPV)
G2 (IAE)
G2 (AAE)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Référent « synthèse et moyens » à la délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>La délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique a été créée le 21 avril 2022. Elle est placée sous l'autorité des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. Elle sera composée d'une petite équipe de 5 personnes, sous la direction du délégué interministériel. Cette équipe anime les partenariats résultant du Varenne et coordonne la mise en œuvre des mesures annoncées par le Premier ministre le 1er février 2022. Elle s'organise en 3 pôles : un pôle territorial, un pôle technique et un pôle synthèse et moyens.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le poste de référent synthèses et moyens a pour objectif d'établir et de mettre à jour les outils de pilotage de la mise en œuvre du Varenne. Cela concerne l'établissement et la mise à jour mensuelle des tableaux de bord physico-financier, le suivi de mise en œuvre des engagements financiers annoncés par le premier ministre, l'organisation et les relevés de conclusions des instances du Varenne (COPIL, comité stratégique), la gestion du « blog du Varenne ». Les tableaux de bord fournissent le support des réunions du COPIL et du comité stratégique.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>- Synthèse du suivi de mise en œuvre des mesures du Varenne
- Suivi d'avancement des textes juridiques annoncés
- Tableau de bord des opérations physiques sur les territoires
- Tableau de bord d'avancement des PTGE
- Tableau de bord d'avancement des plans territoriaux d'adaptation au changement climatique et des plans par filière
- Tableau de bord de la mobilisation des moyens financiers
- Etablissement de relevés de conclusions de la comitologie du Varenne
- Gestion du blog du Varenne : publications régulières, modération.</td></tr>
</table>

Champ relationnel du poste	Le référent « synthèse et moyens » travaille en relation étroite avec les référents territorial et technique, l'IG en appui du CGAAER et le délégué. Il a pour interlocuteurs les services gestionnaires de moyens financiers (SGI, DGPE, DGER)Les offices ou agences impliqués dans le Varenne (France Agrimer), les services territoriaux de l'Etat via le référent territorial ou directement.	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Connaissance des techniques budgétaires et comptables publiques Maîtrise des outils bureautiques (tableurs) et de publication sur internet Capacité rédactionnelle	Esprit d'équipe Esprit de synthèse Capacité relationnelle et à établir des liens interpersonnels dans le réseau des interlocuteurs
Personnes à contacter	Frédéric VEAU, délégué interministériel pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique – 78 rue de Varenne – 75007 PARIS – 01 49 55 46 05 – frederic.veau@agriculture.gouv.fr	

Ministère de la transition écologique / Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique – Chargé de mission technique

N° du poste : Catégorie : A	
Classement parcours professionnel : A2	Groupe RIFSEEP : G3.2 (IPEF) G2.2 (ISPV) G2 (IAE)
Chargé de mission technique à la délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique	
Présentation de l'environnement professionnel	La délégation interministérielle pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique a été créée le 21 avril 2022. Elle est placée sous l'autorité des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. Elle sera composée d'une petite équipe de 5 personnes, sous la direction du délégué interministériel. Cette équipe anime les partenariats résultant du Varenne et coordonne la mise en œuvre des mesures annoncées par le Premier ministre le 1er février 2022. Elle s'organise en 3 pôles : un pôle territorial, un pôle technique et un pôle synthèse et moyens.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du délégué interministériel, et aux côtés du référents technique, ingénieur confirmé, le chargé de mission technique suit les mesures à dimension technique du Varenne : études, recherche et diffusion, plans d'adaptation des filières, optimisation des ressources, utilisation des eaux non conventionnelles.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Aux côtés du référent technique : - Lien opérationnel avec les administrations centrales, offices, organismes de recherche scientifique et technique et agences chargés de la mise en œuvre des mesures techniques du Varenne, - Suivi des études du Varenne (Explore 2, optimisation de la gestion de la ressource des retenues hydroélectriques, inventaire des retenues, méthode pour déterminer les débits hivernaux prélevables) - Suivi de l'avancement des plans d'adaptation des filières, en lien avec France Agrimer et le réseau des chambres d'agriculture, - Activités de recherche, de recherche appliquée,

	matériels et pratiques innovants, diffusion - Avancement des PTGE, déclenchement mission d'appui CGAAER / CGEDD - Synthèse des travaux auprès du délégué et en direction des instances de gouvernance.
Champ relationnel du poste	Le chargé de mission technique travaille en relation étroite avec le référent technique qu'il seconde, les référents territorial et synthèse et moyens de la délégation interministérielle, l'IG en appui du CGAAER et le délégué. Il est l'interlocuteur des administrations centrales, offices et agences qui mettent en œuvre le Varenne. Il est aussi appelé à travailler avec les organisations professionnelles agricoles et les associations de protection de la nature et de l'environnement.

Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	Connaissance des enjeux du changement climatique et de l'accès à l'eau pour l'agriculture Connaissance des modalités techniques, juridiques et administratives de la gestion de l'eau Capacité rédactionnelle	Esprit d'équipe Esprit de synthèse Capacité relationnelle et à établir des liens interpersonnels dans le réseau des interlocuteurs
Personnes à contacter	Frédéric VEAU, délégué interministériel pour le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique – 78 rue de Varenne – 75007 PARIS – 01 49 55 46 05 – frederic.veau@agriculture.gouv.fr	

FICHE DE POSTE

INTITULÉ DU POSTE :

AUDITEUR à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles (CCCOP).

AFFECTATION : CCCOP – 10, rue Auguste Blanqui – 93186 MONTREUIL

Selon le décret du 11 Mai 2007, les agents de la CCCOP sont mis à la disposition de la Commission par le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Les auditeurs sont nommés par le Président de la CCCOP après consultation du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'agriculture.

DESCRIPTIF DE L'EMPLOYEUR :

La CCCOP est l'organisme français chargé de certifier les comptes des quatre organismes payeurs nationaux (ASP, FranceAgriMer, ODEADOM, ODARC) qui versent les aides de la politique agricole commune pour le compte de l'Union européenne.

Ses travaux l'amènent à se prononcer sur le bon fonctionnement du système de contrôle interne des organismes payeurs, sur l'exactitude des états de dépenses et de créances transmis à la Commission ainsi que sur la légalité et la régularité des aides versées sur fonds communautaires (environ 10 milliards d'Euros chaque année).

La CCCOP est une commission indépendante de statut interministériel, rattachée en gestion au Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. Ses procédures doivent se conformer aux normes internationales d'audit et aux lignes directrices de la Commission européenne.

DESCRIPTION DU POSTE :

- **Catégorie** : Catégorie A (Cadre)
- **Nature de l'emploi** : Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels : art 4/6/6quater/6quinquies – loi n° 84-16
- **Date de vacance de l'emploi** : 1er juillet 2022

L'emploi proposé est un emploi d'auditeur au sein de l'équipe en charge de la certification des comptes de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour le Feader (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural).

Les travaux d'audit menés conduisent à la production d'un rapport d'audit au 15 février (date impérative). Ils sont organisés sur la base d'une stratégie définie par l'équipe d'audit conformément aux lignes directrices de la Commission Européenne, et déclinée dans un programme de travail.

Les travaux répondent à deux objectifs d'audit :

- Obtenir l'assurance raisonnable de l'exactitude, la sincérité et l'exhaustivité des états de dépenses et de créances transmis par l'Organisme Payeur à la Commission européenne ;
- Obtenir sur la base de tests de dossiers de demandes, l'assurance raisonnable que les règles d'éligibilité de la demande et du demandeur ont été respectées.

Les travaux d'audit sont de ce fait très variés : évaluation du contrôle interne des services comptables et des services métiers, examen du respect des critères d'agrément des organismes payeurs, évaluation de la politique de contrôle des opérations, tests de procédures, tests des contrôles embarqués dans les systèmes d'information, tests d'opérations, recoupements comptables, suivi des enquêtes communautaires et de la mise en œuvre des recommandations.

Dans ces travaux, la connaissance des textes applicables et des applications utilisées par les organismes payeurs pour instruire et payer les demandes d'aides constituent un préalable indispensable. Cette prise de connaissance nécessite un investissement personnel important.

Au-delà des entretiens et des études documentaires, les tests tiennent une place importante : ils sont réalisés sur pièces mais également sur place pour une partie des dossiers, auprès des bénéficiaires (exploitations agricoles, entreprises, collectivités).

CONDITIONS D'EXERCICE PARTICULIERES

Les travaux nécessitent plusieurs déplacements en province pour les revérifications de contrôle sur place auprès des bénéficiaires sur des durées de 2 à 4 jours.

Les rapports provisoires étant remis fin décembre et les rapports définitifs le 15 février, la période située entre le 1er décembre et le 15 février constitue un temps de forte activité.

La Commission Européenne audite très régulièrement les travaux de la CCCOP, ce qui nécessite une grande disponibilité des auditeurs.

Compte tenu du coût d'entrée sur la matière une présence minimale de trois ans est souhaitable.

DESCRIPTION DU PROFIL RECHERCHE

Le poste nécessite, quelle que soit l'expérience antérieure, un investissement initial important pour acquérir les connaissances et savoir-faire utiles.

Une expérience antérieure dans un ou plusieurs des domaines suivants favoriserait une adaptation plus rapide sur le poste :

- audit interne ;
- pratique du contrôle interne et de l'évaluation des risques ;
- marchés publics ;
- utilisation des techniques d'échantillonnage statistique, constitution de rapport statistiques ;
- comptabilité publique et privée ;
- mise en œuvre ou rédaction de textes réglementaires ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires ;
- agronomie, pratiques culturales, pratiques d'élevage ;
- photo-interprétation d'images aériennes et satellites ;
- certification ISO 9001 ou CIA (certification d'audit interne).

De plus, compte tenu des orientations de la prochaine programmation de la nouvelle politique agricole commune 2023-2027, les compétences suivantes sont souhaitables :

- analyse de la configuration légale, institutionnelle, organisationnelle et procédurale des systèmes informatiques et des ressources humaines ;
- analyse d'indicateurs de performance ;
- contrôles généraux informatiques et contrôles d'applications.

Quel que soit le parcours antérieur du candidat, le profil d'aptitudes requises correspond aux conditions suivantes :

- un intérêt pour le monde agricole ;
- une capacité d'adaptation rapide ;
- de la curiosité intellectuelle ;
- un sens rigoureux de l'organisation,
- de l'autonomie et de l'initiative ;
- de la rigueur d'analyse ;
- une bonne maîtrise de la communication écrite et orale ;
- un goût pour le travail en équipe ;
- une bonne appréhension de la réglementation européenne et de son application technique
- une appétence pour les outils informatiques : la plupart des procédures de demande ou de traitement des aides étant dématérialisées.
- une bonne connaissance de l'anglais

Les revérifications sur place (en exploitation) nécessitent une bonne forme physique.
Pour les déplacements, la détention d'un permis de conduire est requise.

PERSONNE À CONTACTER À LA CCCOP :

Christian AVAZERI, Président de la CCCOP
Tél. : 01 41 63 55 20 ; mail : christian.avazeri@finances.gouv.fr